

FRANCE

Population: 62.6 m.	GDP:	Purchasing power:	Latent demand: 85.02 m
Official languages:	French		
Terms for translators:	traducteur, traducteur assermenté, traducteur interprète en Justice		
Range of fees:			

Academic qualifications required:	None
Professional certification required:	None
Association membership required:	None

Taxation status:	Pour éviter d'avoir affaire à des travailleurs au noir il est souvent demandé de présenter un justificatif URSSAF (caisse de cotisation nationale des travailleurs).
Census status:	Not known
Government translators:	Not known
Certification of sworn translators:	<p>Une commission ad hoc à l'intérieur de chaque Cour d'appel [grants the authorization or certification of the translator]. Ils évaluent les compétences du traducteur candidat et sa motivation sur la base d'un dossier que le candidat leur a envoyé. Ils tiennent compte des diplômes (mais pas nécessaires) et de plus en plus de Cours d'appel font attention maintenant à ce que le traducteur soit installé légalement. Mais il faut qu'il y ait une réelle demande pour le couple de langues choisi. (Ceci outre l'usage permanent, par certains services de police, de traducteurs interprètes qui figurent sur leurs listes ou de traducteurs interprètes quasi attirés qui ne figurent sur aucune liste.) Une loi de 2004 instaure une formation annuelle obligatoire et la réinscription quinquennale. Toutefois cette loi ne prévoit le moindre test du candidat, encore moins un entretien avec le candidat.</p> <p>Le candidat sélectionné reste pendant deux ans à titre probatoire, ensuite sa candidature est analysée tous les 5 ans. Tous les ans un expert traducteur/interprète doit présenter un rapport au magistrat qui le suit en indiquant toutes les expertises qu'il a effectuées et les formations suivies. Faute de formation et/ou d'expertise il peut ne pas voir son inscription aux listes des experts reconduite.</p> <p>For which type of documents? Pour tout ce qui est document officiel (actes d'état civil, jugement rendus par les tribunaux, actes notariés, etc.) et dans certaines traductions des entreprises notamment dans les documents officiels à l'attention des associés étrangers.</p>
Other certification systems:	Il existe un dispositif européen de validation des acquis par l'expérience (VAE) mais il faut quand même passer par l'université tôt ou tard. Pour les experts traducteurs et interprètes il existe une liste « parallèle » appelée la liste du Procureur, qui n'est pas une liste officielle et sur laquelle figurent des traducteurs qui ont gagné la confiance des instances judiciaires.

Translator associations	<p>SFT (Société Française des traducteurs) secretariat@sft.fr, www.sft.fr ATLF (Association des traducteurs littéraires de France) www.atlf.org ATAA (Association des Traducteurs et Adaptateurs de l'Audiovisuel) www.traducteurs-av.org CRETA (Chambre Régionale des Experts-Traducteurs Assermentés d'Alsace) www.creta-france.com (représente actuellement une des organisations les plus importantes de traducteurs interprètes en Justice en France, malgré son statut régional) Union Nationale des Experts Traducteurs-Interprètes près les Cours d'Appel (UNETICA) www.unetica.fr</p>
Translation company associations:	Not known.

Informants:	Teresa Intriери, SFT, Expert près la Cour d'Appel de Nîmes. Georges Moukheiber, président de la CRETA.
Documents:	Moukheiber, Georges. "Le statut et l'utilisation de traducteurs et interprètes en justice en France"